Procès verbal

Le vendredi 04 avril 2025 à 18 heures 00, l'assemblée, régulièrement convoquée le 28 mars 2025, s'est réunie sous la présidence de Geneviève MARQUET.

Secrétaire de la séance : Elsa CORNARO DE CURTON

Présents : Geneviève MARQUET, Alexandre POUJOLS, Bertrand FRAYSSE, Elsa CORNARO DE CURTON, Nadine ARNAL, Michel CALMEJANE, Nathalie GOUJOU, Christophe PERROT, Eric PRUCHON

Représentés : Sylvie AUDY représentée par Alexandre POUJOLS, Danielle BOUYSSOU représentée par Geneviève MARQUET

Absents et excusés :

Ordre du jour :

- Approbation du compte rendu de la réunion du 21 février 2025,
- Budget primitif 2025,
- Vote des taux d'imposition,
- Le point sur l'interconnexion,
- Création de poste,
- Affaires diverses.

Madame le Maire donne lecture du compte rendu de la réunion du 21 février dernier. Celui ci est adopté à l'unanimité par les membres présents.

Délibérations du conseil :

Délibération sur le budget primitif - LE TRIOULOU 2025 (N° DE_008_2025)

Après avoir entendu le rapport général de présentation du budget primitif de l'exercice 2025 de la Commune du TRIOULOU,

LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu la loi 96-142 du 21 février 1996,

Vu les articles L2311-2, L2312-1 et L2312-3 du Code Général des Collectivités Territoriales,

DELIBERE ET DECIDE :

ARTICLE 1 :

L'adoption du budget de la Commune LE TRIOULOU pour l'année 2025 présenté par son Maire,

Le dit budget s'équilibrant en recettes et en dépenses et s'élevant :

En recettes à la somme de : 547 541,89

En dépenses à la somme de : 547 541,89

ARTICLE 2 :

D'adopter le budget par chapitre selon le détail suivant :

SECTION DE FONCTIONNEMENT

DÉPENSES

Chapitre	Libellé	Montant
011	Charges à caractère général	115 900
012	Charges de personnel, frais assimilés	28 350
014	Atténuations de produits	6 800
022	Dépenses imprévues	7 900
042	Section à section	139 317,66
65	Autres charges de gestion courante	31 800
67	Charges spécifiques	500
68	Dot. aux amortissements et provisions	100
TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT		330 667,66

RECETTES

Chapitre	Libellé	Montant
002	Résultat de fonctionnement reporté	196 799,66
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	34 700
73	Impôts et taxes	1 500
731	Fiscalité locale	40 800
74	Dotations et participations	51 900
75	Autres produits de gestion courante	4 968
TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT		330 667,66

SECTION D'INVESTISSEMENT**DÉPENSES**

Chapitre	Libellé	Montant
0	Hors équipement	414

001	Solde d'exécution section investissement	12 500,12
041	Opérations patrimoniales	14 064,45
11	VOIRIE	80 000
12	BATIMENTS COMMUNAUX	33 303,66
13	INTERCONNEXION SYNDICAT LIMARGUE SEGALA	30 000
14	AEP	10 000
17	ECLAIRAGE PUBLIC	1 100
18	ACQUISITION MATERIEL	4 500
19	adressage	6 000
22	DIVERS	24 992
TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT		216 874,23

RECETTES

Chapitre	Libellé	Montant
0	Hors équipement	47 414,12
024	Produits des cessions d'immobilisations	578
040	Section à section	139 317,66
041	Opérations patrimoniales	14 064,45
11	VOIRIE	15 500
TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT		216 874,23

VOTE TAXES LOCALES 2025 (N° DE_009_2025)

Le conseil municipal décide, à l'unanimité, de reconduire à l'identique les taux des taxes locales pour 2025 soit :

Taxe Foncier Non Bâti : 65.14 %

Taxe Foncier Bâti : 36.37 % dont taux départemental 23.56 %

Taxe habitation (pour résidences secondaires uniquement) :7.147 %

Pour un produit attendu de 36682 €

En application de l'article 16 de la loi de finances pour 2020, les parts communale et départementale de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) sont fusionnées et affectées aux communes dès 2021 en compensation de la perte de la taxe d'habitation 5TH) sur les résidences principales.

CREATION DE POSTE SECRETAIRE GENERAL DE MAIRIE CONTRACTUEL (N° DE_010_2025)

Vu le Code Général de la Fonction publique et notamment ses articles L313-1 et L332-8
Vu le budget,
Vu le tableau des emplois et des effectifs,

Madame le Maire, rappelle à l'assemblée :

Conformément à l'article L313-1 du Code Général de la Fonction Publique, susvisé les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Considérant la nécessité d'assurer les missions suivantes de : Secrétaire Général de Mairie- Catégorie B.

Madame le Maire propose à l'assemblée, la création d'un emploi de Secrétaire Général de Mairie à temps non complet soit 9 /35ème à compter du 01 février 2026, pour fonction de Secrétaire de Mairie catégorie B.

Cet emploi est ouvert aux fonctionnaires relevant du cadre d'emploi de Secrétaire de Mairie, Catégorie B.

L'emploi pourra être occupé par un agent contractuel recruté à durée déterminée pour une durée maximale d'un an en cas de recherche infructueuse de candidats statutaires au vu de l'application de l'article L332-14 du Code Général de la Fonction publique.

Sa durée pourra être prolongée, dans la limite d'une durée totale de 2 ans, lorsque, au terme de la durée fixée au 2ème alinéa de l'article L332-14 du Code Général de la Fonction publique, la procédure de recrutement pour pourvoir l'emploi par un fonctionnaire n'a pu aboutir.

En cas de recours à un agent contractuel en application des dispositions ci-dessus énoncées, celui-ci exercera les fonctions définies précédemment. La rémunération est fixée sur la base de l'indice brut 404 - indice majoré 376 .

Le cas échéant, les candidats devront justifier d'expérience professionnelle dans le cadre d'emploi souhaité.

Après en avoir délibéré : Le Conseil Municipal adopte à l'unanimité, accepte ces propositions, ainsi que la modification du tableau des emplois et des effectifs.

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la collectivité .

Madame le Maire est chargé de signer tous les documents relatifs à ce dossier et de procéder au recrutement.

Tableau effectif emplois permanents (N° DE_011_2025)

Vu le Code Général de la Fonction publique et notamment ses articles L313-1 et L332-8
Vu le budget,
Vu les décrets portant statuts particuliers des cadres d'emplois et organisant les grades s'y rapportant,
Vu le tableau des emplois et des effectifs,

Madame le Maire expose à l'assemblée que, conformément à l'article L313-1 du Code Général de la Fonction Publique, il appartient à l'organe délibérant de la collectivité, sur proposition de l'autorité territoriale, de fixer les effectifs des emplois permanents nécessaires au fonctionnement des services.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- APPROUVE le tableau des effectifs de la collectivité à compter du 01.02.2026 tel que présenté en annexe de la

présente délibération,

- PRECISE que les précédentes délibérations fixant le tableau des effectifs de la collectivité de Le Trioulou sont abrogés à compter de l'entrée en vigueur de la présente,
- DIT que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la collectivité.

Réforme redevances Adour Garonne (N° DE_012_2025)

Le Conseil Municipal :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L2224-12-2 à L2224-12-4;

Vu le Code de l'environnement, et notamment ses articles L213-10-4et -5, et articles D213-48-12-1, D213-48-12-2 à -7, et D213-48-35-1, dans leurs versions applicables à compter du 1^{er} janvier 2025 ;

Vu l'arrêté du 5 juillet 2024 relatif aux modalités d'établissement de la redevance sur la consommation d'eau potable et des redevances pour la performance des réseaux d'eau potable et pour la performance des systèmes d'assainissement collectif,

Vu l'arrêté du 5 juillet 2024 relatif au montant forfaitaire maximal de la redevance pour la performance des réseaux d'eau potable et de la redevance pour la performance des systèmes d'assainissement collectif pris en compte pour l'application de la redevance d'eau potable et d'assainissement prévue à l'article L2224-12-3 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté du 10 juillet 1996 relatif aux factures de distribution de l'eau et de collecte et de traitement des eaux usées modifié dans sa version applicable au 1^{er} janvier 2025,

Vu la délibération n° DL/CA/24-49 du 10/10/24 du conseil d'administration de l'Agence de l'eau Adour-Garonne portant fixation des tarifs de redevances des années 2025 à 2030 et saisine des comités de bassin pour avis conforme et notamment ses articles 2.4 et 2.5,

Considérant que la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau est maintenue mais que les redevances pour pollution de l'eau d'origine domestique et modernisation des réseaux de collecte sont remplacées à compter du 1^{er} janvier 2025 par

- une redevance « consommation d'eau potable » dont :

- le tarif est fixé par l'agence de l'eau Adour-Garonne ;
- le redevable est l'abonné au service public de l'eau potable ;
- l'assiette le volume facturé au cours de l'année civile (indépendamment de la période de consommation). Toutefois, les consommations d'eau potable destinée aux activités d'élevage sont exonérées si elles font l'objet d'un comptage spécifique.

Cette redevance est facturée à l'abonné et recouvrée par la personne qui facture les redevances du service public de distribution d'eau et les sommes encaissées sont reversées à l'agence de l'eau selon les mêmes modalités que celles qui étaient applicables à la redevance pour pollution de l'eau d'origine domestique.

Concernant la redevance pour performance des réseaux d'eau potable :

- Elle est facturée par l'agence de l'eau aux communes ou à leurs établissements publics compétents pour la distribution publique de l'eau qui en sont les redevables ;
- Le tarif de base est fixé par l'Agence de l'Eau Adour-Garonne ;
- Le montant applicable est modulé en fonction de la performance des réseaux d'eau potable de la collectivité compétente pour la distribution publique de l'eau ; Il est égal au tarif de base multiplié par un coefficient de modulation compris entre 0,2 (objectif de performance maximale atteint) et 1 (objectif de performance minimale non atteint, pas

d'abattement de la redevance) ;

- L'assiette de cette redevance est constituée par les volumes facturés durant l'année civile ;
- L'Agence de l'eau facture cette redevance à la commune compétente au cours de l'année civile qui suit ;
- La redevance est répercutée par anticipation sur chaque usager du service public de distribution d'eau potable sous la forme d'un supplément au prix du mètre cube d'eau vendu et doit faire l'objet d'une individualisation sur la facture d'eau ;

Considérant que l'Agence de l'eau Adour-Garonne a fixé le tarif de la redevance pour consommation d'eau à **0,35 €/m³HT** pour l'année 2025.

Considérant que pour l'année 2025, le coefficient de modulation est fixé forfaitairement à **0,2** pour la redevance pour performance des réseaux d'eau potable (la performance des réseaux d'eau n'étant pas prise en compte pour cette première année).

Considérant qu'il convient de fixer le tarif de la contre-valeur pour la redevance pour performance des réseaux d'eau potable, qui doit être répercutée sur chaque usager du service public d'eau potable sous la forme d'un supplément au prix du mètre cube d'eau vendu.

Après en avoir délibéré et procédé au vote ;

Décide :

- De fixer à **0,07 € /m³ HT** la contre-valeur correspondant à la « redevance pour performance des réseaux d'eau potable » devant être répercutée sur chaque usager du service public d'eau potable sous la forme d'un supplément au prix du mètre cube d'eau vendu, applicable à compter du 1^{er} janvier 2025.

Transfert compétence eau et assainissement (N° DE_013_2025)

Madame le Maire du Trioulou fait part aux membres du conseil des différentes réunions ayant pour objet l'étude de création d'une entente intercommunale pour la gestion de l'eau et de l'assainissement. Elle expose que la suppression du caractère obligatoire des transferts "eau et assainissement " aux communautés de communes a été adopté par le gouvernement et qu'il y a lieu maintenant de procéder au choix de la collectivité en matière de gestion de l'eau. Elle rappelle également que la commune a déjà adhéré au Syndicat Limargue Ségala pour la compétence production en 2024.

Après délibération le conseil municipal à l'unanimité :

- Considérant le bon fonctionnement du service actuel gérant la distribution de l'eau, ayant conscience que l'entretien du réseau restera à la charge de la collectivité,
- Décide de maintenir la compétence distribution de l'eau en autonomie sur le territoire communal.

Affaires diverses :

Point sur l'Interconnexion :

Alexandre Pujols et Bertrand Fraysse font un point sur les travaux d'interconnexion : Ceux ci se déroulent correctement, ils sont actuellement au lieu dit Maynard sur la RD 28. Des essais et analyses seront faits avant mise en service fin avril. Une armoire électrique ainsi qu'un dispositif de chloration seront également installés au château d'eau. Il restera également l'alimentation de la maison située à Carrègue.

Commission Voirie : Madame le Maire informe le Conseil que l'acte de vente du chemin du Rieu à Mr Lagarde Frédéric a été signé et que l'acte de don de Mme Combes (Délaissé de voirie suite à l'achat de l'habitation située à la Darse par Mr et Mme Audy) va être prochainement finalisé.

Bertrand Fraysse expose qu'un devis a été demandé à l'Entreprise Caumon (2383 € HT) concernant les finitions de la voie de la Calvetie suite aux travaux d'interconnexion + le revêtement sur l'autre côté de la voie (afin d'harmoniser cette voie) et ce jusqu'au château d'eau.

Commission Bâtiments Communaux :

Des devis ont été établis pour la création d'un escalier extérieur ainsi que pour la réfection de l'escalier intérieur pour la somme de 51000 € HT environ.

Commission Environnement Culture et Tourisme :

Mme le Maire rappelle que la journée de nettoyage se déroulera le 5 avril et donne les informations nécessaires à l'organisation de cette journée.

Christophe Perrot informe que la journée d'été se déroulera le samedi 2 août. Au programme , le traditionnel marché de pays et une projection d'un film.

DIVERS :

* Mme le Maire propose l'acquisition d'une débroussailleuse : Devis établi par les Etablissements Gratacap pour un montant de 930 € . Un équipement de protection (casque) sera également nécessaire.

Le conseil municipal donne un avis favorable à ces acquisitions.

* Le Conseil Municipal se préoccupe de la dangerosité de la toiture de la bâtisse située le long du chemin du château : en effet des tuiles risquent de tomber sur la voie.

Le conseil décide de mettre en place de la rubalise ainsi que des panneaux signalant le danger. Le propriétaire sera également averti.

Projet de regroupement des écoles :

Elsa Cornaro de Curton fait part aux membres du conseil des différentes réunions organisées avec les élus des communes concernées ayant pour objet un regroupement des 2 structures :

- RET 15 : St Constant/Fournouès - St Santin de Maurs -Montmurat -Le Trioulou et
- RPI 12 : St Santin 12 (école à St Julien de Piganiol) - St Parthem (école à Port d'Agrès).

Elle expose que 3 possibilités de regroupement interdépartemental ont été discutées :

* Soit le regroupement du RET 15 avec le RPI 12 et donc 4 sites (écoles) fonctionnels.

* Soit le regroupement du RPI 12 avec les communes de St Santin de Maurs et Montmurat et donc 3 sites fonctionnels.

* Soit le regroupement du RET 15 avec le site de St Julien de Piganiol (commune de St Santin 12) et donc toujours 3 sites fonctionnels.

La première solution semble être la plus envisageable. Une autre réunion aura lieu mercredi 16 avril avec les représentants des parents d'élèves.

Tri sélectif :

Madame le Maire informe le conseil qu'un courrier a été envoyé à tous les habitants du Trioulou, les informant des modifications du système d'apport des ordures ménagères : les bacs marrons vont être enlevés et positionnés sur les 2 sites (au bourg face au cimetière et à Lascazes).

Séance levée à 20heures